

Copenhague... et après!!! ????

Le climat peut être considéré comme un bien public universel, dont la protection est indispensable. « **Le plus grand rendez-vous de l'histoire de l'humanité** », selon Jean-Louis Borloo, se solde par un échec politique historique, un déni du réel et des savoirs scientifiques, une honte morale, une insulte aux plus pauvres... Pourquoi la communauté internationale n'a-t-elle pas réussi à avancer plus loin dans la voie de l'action au sortir du sommet de Copenhague?

Petit rappel historique:

En 1990, le premier rapport du GIEC annonce qu'il existe un risque réel que les activités humaines et notamment la consommation de charbon, de pétrole et de gaz puissent modifier l'environnement de la Terre d'une façon jusqu'alors inédite et avec de lourdes conséquences. Le message du GIEC est sans équivoque : « L'avenir du monde est menacé ».

C'est suite à ce rapport que se réunit en 1992 la première conférence internationale à Rio au Brésil, baptisée « Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement » (on la connaît beaucoup plus sous le nom de « Sommet planète Terre » ou sommet de la terre).

Le résultat en est l'adoption d'un accord qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre : la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le traité prévoit la révision et l'élargissement de cette convention au fil du temps et fixe le principe d'une conférence annuelle appelée « conférence des parties » ou COP. Aucun objectif contraignant n'est fixé mais on demande aux pays membres de s'engager à réduire les émissions: l'objectif fixé étant de stabiliser les émissions et d'arriver en 2000 au niveau de ceux de 1990.

Elle définit ainsi le mandat de la CCNUCC: « *Stabiliser les concentrations des gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Il conviendra d'atteindre ce niveau dans un délai suffisant pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable.* »

Si 154 pays signent cette convention lors de la conférence, elle ne sera ratifiée que par 50 pays. Elle entre en vigueur le 21 mars 1994.

Les émissions continuent cependant d'augmenter. La CCNUCC à elle seule n'est donc pas suffisante pour modifier l'évolution en cours. En 1997, la convention adopte le Protocole dit de Kyoto. Il fixe des objectifs contraignants de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Le Protocole fixe les objectifs à atteindre pour 2012: moins 5,2% des émissions par rapport à 1990 (l'Europe proposait 15%).

Lors de la 13^{ème} conférence (COP 13) qui s'est tenue à Bali, il est décidé d'engager des négociations pour arriver à un nouvel accord pour les prochaines années. On fixe l'échéance de ces négociations pour la 15^{ème} conférence qui se tiendra à Copenhague en 2009. COP 15 devait donc décider des mesures à prendre pour les prochaines années et c'est en cela qu'elle était importante. Elle devait notamment répondre à ces questions :

- Quels objectifs de réduction d'émissions de GES et pour quels pays?
- Quels mécanismes mettre en place pour atteindre ces objectifs
- Quels mécanismes de transfert financier et technologique mettre en place pour aider les pays du Sud, les moins responsables de la crise, et les plus vulnérables face à ses conséquences ?

Revenons sur le protocole de Kyoto!

Le protocole de Kyōto a valeur de traité international. Il doit donc se traduire dans les législations nationales. Il a été signé en 1997 et est entré en vigueur en 2005. Il a été ratifié par 183 pays. Les pays ne l'ayant pas ratifié sont au nombre d'une petite dizaine et notamment les États Unis.

Pour atteindre leurs objectifs, les pays industrialisés doivent mettre en œuvre des politiques nationales de réduction de leurs émissions de GES (gaz à effet des serre). Cette réduction doit être assurée par des programmes nationaux (pour la France c'est le programme européen depuis 2000), des mécanismes de flexibilité qui permettent de réduire le coût des adaptations, des mécanismes de développement propre, des mises en œuvre conjointes ou encore un marché international des droits d'émission, et enfin des mécanismes de contrôle.

La Communauté Européenne a ratifié le protocole de Kyoto en 2002 et a donc du le traduire dans son droit. Afin d'appliquer son objectif de réduction de 8% en se servant des mécanismes de flexibilité prévus dans le protocole, elle a adopté en octobre 2003 une directive qui crée un système d'échange de quotas d'émissions de GES qui fonctionne de la manière suivante.

A partir de 2005, les installations industrielles grosses consommatrices d'énergie (et donc grandes émettrices de CO₂) se voient allouer des quotas annuels d'émission de GES dans le cadre des plans élaborés par chaque État membre. Les entreprises qui ramènent leurs émissions en deçà des limites fixées pourront revendre leurs quotas excédentaires à d'autres entreprises ou les conserver pour une année ultérieure. A l'inverse, les entreprises qui auront dépassé leurs quotas pourront soit investir dans des technologies de réductions des émissions de CO₂, soit acheter sur le marché européen selon ce qui leur revient le moins cher.

Pour l'instant, les marchés du carbone, bien qu'en augmentation, sont encore restreints, mais la priorité donnée à la finance carbone pour réguler le changement climatique les appelle à grandir très rapidement puisque n'auront accès à ces marchés que l'industrie et l'agro-industrie.

Les résultats de Kyoto sont minimes.

- le dérèglement climatique s'est accentué et accéléré avec le développement des pays émergents. La demande mondiale d'énergie a été multipliée par 2 depuis 1990.
- Les objectifs réduction de Kyoto ne sont pas été respectés. Les 38 pays signataires n'ont diminué globalement leurs émissions que de 2,8%, faute de réelle volonté politique des pays industrialisés et faute d'une aide massive aux pays en voie de développement. Cette diminution est en grande partie due à l'effondrement de la production industrielle des anciens pays de l'est.

L'un des enjeux de Copenhague était donc de trouver un accord sur les réductions de GES. La Chine, les USA et l'Europe étant les principaux producteurs de GES (55% de la production mondiale), l'accord pour être efficace, devait forcément se faire avec eux.

Quelques données scientifiques:

Un éclairage scientifique a été nécessaire pour « encadrer » les négociations internationales. C'est le rôle attribué au GIEC (groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) créé en 1989. Le GIEC est un groupe d'experts scientifiques indépendants qui doit produire un état des connaissances sur le changement climatique. Les gouvernements disposent de la possibilité de valider ou non les conclusions établies. Les conclusions des différents rapports représentent donc un consensus admis par la communauté internationale.

Plus de 2500 scientifiques de 130 pays ont participé aux travaux du dernier rapport.

Le GIEC a reçu le prix Nobel de la paix en 2007.

La question posée initialement au GIEC pour le changement climatique était de savoir

- s'il s'agissait d'une réalité observée,
- de mesurer le risque de son aggravation,
- d'évaluer la nature et l'amplitude des impacts probables
- de proposer des pistes pour résoudre le problème ou en minimiser les conséquences.

Le GIEC a établi une base de connaissances suffisante pour convaincre le monde de la nécessité d'agir, et le plus vite possible ! Il a produit quatre rapports d'évaluation (1990, 1995, 2001 et 2007), qui témoignent d'une lente évolution dans la perception de la question climatique. Sans écarter catégoriquement les autres causes, le GIEC attribue aux activités humaines une influence prépondérante dans le dérèglement climatique en cours. Il a pris la responsabilité d'une telle conclusion, tout en situant les incertitudes qui subsistent dans la compréhension du système climatique.

Le réchauffement climatique est un phénomène de réchauffement de la température de l'atmosphère et des océans calculé à l'échelle mondiale et sur plusieurs années.

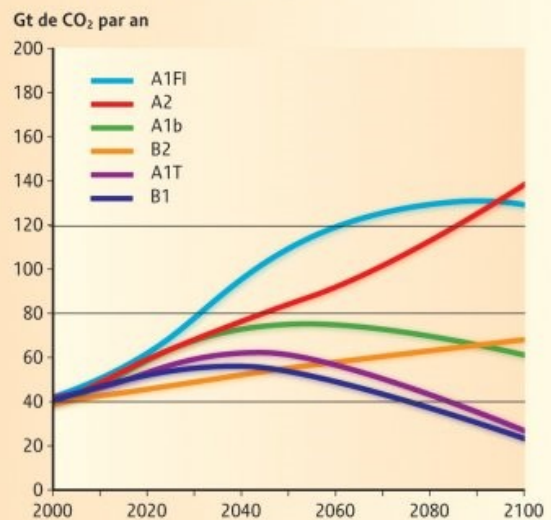
Il est dû à un effet naturel: l'effet de serre. Une partie du rayonnement infrarouge émis par la terre reste piégée par des gaz dits à effet de serre et augmente ainsi la température de la basse atmosphère. C'est l'effet de serre qui permet à la terre de garder une température moyenne de 15° environ et qui a permis le développement de la vie. Sans atmosphère la température de la terre se situerait à - 18°.

L'augmentation actuellement observée de la quantité de ces gaz à effet de serre (+ 35% par rapport à ceux de l'ère pré-industrielle pour le CO₂ et 150% pour le méthane) est susceptible de provoquer un déséquilibre, de renforcer l'effet de serre et entraîne la hausse des températures moyennes (un peu plus de 0,6° en un siècle).

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a développé différents scénarii socioéconomiques (plausibles) décrivant l'évolution des sociétés humaines pour les cent ans à venir. Ils prennent en compte, entre autres, l'évolution démographique, le développement économique, l'utilisation de nouvelles technologies et l'application de politiques de protection de l'environnement.

- La famille de scénarios A1 décrit un monde futur dans lequel la croissance économique sera très rapide, la population mondiale culminera au milieu du siècle pour décliner par la suite, et de nouvelles technologies plus efficaces seront introduites rapidement. Cette variante prévoit une réduction substantielle des différences régionales dans le revenu par habitant. Ce scénario se scinde en trois groupes qui suivent trois variantes d'évolution technologique dans le système énergétique : forte intensité de combustibles fossiles (A1FI), sources d'énergie autres que fossiles (A1T) ou équilibre entre les sources (A1B) (dans lequel « équilibré » est défini comme ne s'appuyant pas excessivement sur une source d'énergie particulière, en supposant que des taux d'amélioration similaires s'appliquent à toutes les technologies de l'approvisionnement énergétique et des utilisations finales).
- Le scénario A2 décrit un monde très hétérogène. Autosuffisance et préservation des identités

Projection des émissions de CO₂ au XXI^e siècle selon différents scénarios du GIEC

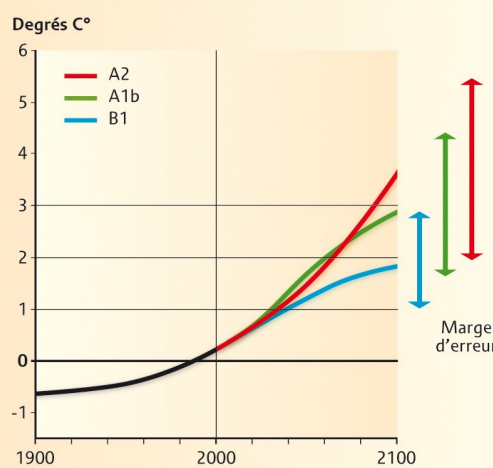


Source : Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2007.

locales, rééquilibrage de la fécondité entre les régions, accroissement continu de la population. Le développement économique a une orientation principalement régionale, la croissance économique par habitant et l'évolution technologique sont plus fragmentées et plus lentes que dans les autres scénarii.

- Le scénario B1 décrit un monde convergent avec la même population mondiale culminant au milieu du siècle et déclinant par la suite (comme dans le scénario A1), mais avec des changements rapides — dans les structures économiques, vers une économie de services et d'information, avec des réductions dans l'intensité des matériaux et l'introduction de technologies propres et utilisant les ressources efficacement. L'accent est mis sur des solutions globales orientées vers une viabilité économique, sociale et environnementale, y compris une meilleure équité, mais sans initiatives supplémentaires pour gérer le climat.
- Le scénario B2 décrit un monde où l'accent est mis sur des solutions locales dans le sens de la viabilité économique, sociale et environnementale. La population mondiale s'accroît de manière continue, mais à un rythme plus faible que dans le scénario A2 ; il y a des niveaux intermédiaires de développement économique, et l'évolution technologique est moins rapide et plus diverse que dans les scénarii B1 et A1. Le scénario est également orienté vers la protection de l'environnement et l'équité sociale, mais il est axé sur des niveaux locaux et régionaux

Projection des variations de température au cours du XXI^e siècle selon les scénarios du GIEC



Source : Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2007.

Les principales conséquences climatiques du réchauffement sont:

- Élévation du niveau moyen de la mer du à la dilatation thermique des océans et à la fonte des glaciers. Ce niveau pourrait s'élever de quelques dizaines de centimètres, ce qui est suffisant pour diminuer sensiblement la surface des terres émergées dans les régions basses et de faible relief, souvent très peuplées.
- Modification des régimes de précipitations, avec des régions devenant plus arides et d'autres beaucoup plus arrosées.
- Événements météorologiques extrêmes plus graves et plus fréquents.

Copenhague: quels résultats?

Si à la veille de l'ouverture du sommet de Copenhague, Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, pronostiquait un *accord* signé de la part de tous les États, on en sort avec une simple *déclaration* commune, sans portée ni perspectives et au caractère démocratique contestable, sans même une photo de famille.

Les parties y «soulignent que le changement climatique est l'un des plus grands défis de notre temps» et reconnaissent «la vision scientifique que la hausse de la température mondiale devrait être inférieure à 2 degrés», grâce à des «réductions profondes dans les émissions mondiales». Elles omettent simplement de préciser comment et à quelle échéance elles entendent y parvenir.

Différents dossiers devaient être traités et pour ne prendre que les plus importants, il était question :

de limiter la hausse moyenne des températures de 2°C,
de tenir les promesses prises dès Kyoto,
de rediscuter justement du protocole de Kyoto,
de sauver la forêt tropicale
du financement par les pays du Nord de ces différents points afin d'atteindre les objectifs.

Aucunes des mesures nécessaires à la sauvegarde de la planète n'a été prise:

- La hausse des températures: une limitation du réchauffement planétaire à 2°C d'ici 2050 par rapport aux niveaux pré-industriels a été prévue.
Tuvalu, les Maldives, la Grenade les petits Etats insulaires, bon nombre de pays d'Afrique et d'Amérique du Sud (102 nations) préconisent une hausse maximale de 1.5°C en prenant la même valeur de départ. Cette préconisation est vitale pour eux puisque le risque est la disparition d'îles, la sécheresse, la famine,...
- La réduction des émissions de gaz à effets de serre: aucun objectif chiffré de réduction des émissions de CO₂ n'est fixé dans le document.
Il est demandé pour fin janvier 2010 aux pays industrialisés de fournir leurs objectifs.
En l'état actuel cela veut dire que même les objectifs du traité de Kyoto ne seront pas respectés... ce que craignaient beaucoup d'États lors des discussions.
- L'aide aux pays en développement: un fond de financement de 30 milliards de dollars pour la période 2010-2012 ainsi que la mobilisation de 100 milliards d'euros par an d'ici 2020 pour les pays en développement font pâle figure. L'addition des promesses faites par État à ce jour laisse les 100 milliards annuel très loin comme objectif à atteindre. Actuellement, les USA ont promis (royalement) 4 milliards et l'Europe 11 milliards : il en manque.. Pour info : les besoins financiers pour l'adaptation sont évalués à 200 milliards/an, et le congrès US vient de voter 600 milliards de budget militaire pour 2010...Pour rappel, 3 000 Mds ont été mobilisés pour sauver les banques l'an dernier.
- L'Organisation Mondiale de l'Environnement (OME): il était question de mettre en place un organisme de contrôle des décisions prises et de leur application, qui aurait pu être l'OME.
L'accord ne prévoit aucun contrôle en se retranchant sous la garanti du respect de la souveraineté nationale. Les discussions sur ce point sont renvoyées à un calendrier étalé sur plusieurs mois, voir plusieurs années
- La protection des forêts: si le texte reconnaît « l'importance de réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, et la nécessité d'améliorer l'élimination de gaz à effet de serre par les forêts », il ne prévoit que des mesures "incitatives ».
Les contraintes sur les grandes entreprises destructrices de forêts ont été là aussi écartées.

Une rencontre est prévue à Bonn « dans les six mois » à venir pour préparer la conférence sur le climat qui aura lieu à Mexico fin 2010 (COP16).

En attendant la mise en place de ce calendrier, l'ONU, en bout de course sur ce dossier, devra proposer un agenda plus complet avec des objectifs à remplir impérativement. Les déclarations faites par différents chefs d'États sur le fait que l'ONU est dépassée ne laisse augurer rien de bon.

Copenhague: un échec annoncé?

Les conclusions du rapport du GIEC ont confirmé le 2 février 2007 que la probabilité que le réchauffement climatique soit due à l'activité humaine est supérieure à 90 %. Dans bien d'autres domaines, un niveau de certitude nettement plus faible est suffisant pour déclencher une action globale. Or, la problématique des changements climatiques semble faire exception. On peut en avancer plusieurs raisons.

- Les pays riches, en refusant de prendre des mesures qui reconnaîtraient leur responsabilité historique dans le changement climatique, ont précipité l'échec: refus des États-Unis de s'engager réellement (incapacité à bouger sur une position non validée par

le Congrès), inconsistance de l'Union Européenne qui a joué les vertueuses .

- La position des pays émergents qui n'ont pas voulu compromettre leur développement: le jeu de la Chine, de l'Inde en refusant de se voir imposer de l'extérieur une politique ambitieuse dans un secteur qu'elles considèrent comme relevant de leur stricte souveraineté et de l'Afrique du Sud qui a divisé le G77.
- Le poids des grands lobbies industriels et des multinationales, très présents à Copenhague, ont précipité le processus.
- Le système onusien n'arrive plus à dégager de consensus sur les questions majeures de notre avenir.

Pour prendre conscience de cet échec annoncé, il fallait lire les communiqués précédant le sommet de Copenhague émanant du G7, du G20, du FMI ou de l'OMC. Tous reprenaient la même formule magique : *"il est indispensable, pour soutenir la reprise économique en cours et accélérer le développement des pays moins industrialisés, de conclure le cycle de Doha au plus tôt, afin de faciliter les échanges internationaux"*.

A l'issue de la 7e Conférence ministérielle de l'OMC réunissant à Genève les 153 pays membres, quelques jours avant Copenhague, aucune volonté de négocier ce qui concerne la planète et son exploitation n'était présente. La priorité reste le cycle de Doha, qui est la libéralisation du commerce, bien aux antipodes d'une régulation du marché et donc de l'utilisation de matières issues de la terre...

Ce qui était en jeu à Copenhague est le principe même de l'organisation du monde. La prolifération de marchandises est le moteur de la crise climatique.

Aucun protocole ou accord ne parviendra jamais à contenir les émissions de GES tant que le modèle économique actuel, toujours plus dispendieux en énergie et toujours plus carboné, promu par les chefs d'État à qui nous confions nos destins, ne soit réellement remis en cause.

La conférence de Copenhague offre donc une photographie assez fidèle de l'état actuel du monde: les intérêts de court terme et l'égoïsme des États et de quelques grands groupes et du monde de la finance l'ont, une nouvelle fois, emporté sur le souci du bien commun à l'ensemble de l'humanité que constitue l'environnement.

Et le forum alternatif (Klimaforum)?

En marge du sommet officiel s'est tenu un autre sommet qui a rassemblé ONG, mouvement associatif et altermondialiste, syndicats.

Après avoir tenté de criminaliser leurs actions par des techniques policières d'arrestation de masse, ils ne sont pas venus à bout d'un mouvement pacifique, déterminé, massif et imaginatif, un mouvement international porteur d'un nouvel espoir et conscient de ses responsabilités.

Desmond Tutu a déclaré : *« il est préférable de ne pas avoir d'accord plutôt qu'un mauvais accord. »* Nous y sommes. Et Copenhague n'est qu'une étape pour que la déclaration des peuples, issue du forum alternatif et lue dans l'enceinte de l'ONU, devienne la base d'un accord entre les peuples.

À Copenhague, une convergence inédite entre mouvements sociaux, mouvements écologistes, mouvements de solidarité internationale a fait naître un nouvel espoir et constitue un tournant du mouvement altermondialiste.

Plus que jamais, nous avons à poursuivre partout sa construction, à nous engager dans des initiatives locales, à faire pression sur les élus. C'est leur échec, ce n'est pas le nôtre !

Il faut enfin considérer la déclaration des peuples faite lors du Klimaforum. Beaucoup d'éléments sont à retenir. En voici les points essentiels :

- souveraineté alimentaire et agriculture écologique
- propriété et contrôle démocratique des économies
- souveraineté énergétique
- planification écologique des zones urbaines et rurales
- réorientation de la recherche publique et de l'Éducation
- mettre fin au militarisme et aux guerres
- suppression progressive des combustibles fossiles
- réparation et la compensation de la dette et des crimes climatiques
- interdiction immédiate de la déforestation des forêts primaires
- refus des solutions basées sur l'économie de marché
- taxe équitable sur les émissions de carbone
- réorganisation des institutions internationales

On peut rappeler également les propositions faites par ATTAC et les Amis de la Terre avant le sommet de Copenhague. Elles restent d'actualité.

1. Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés doivent être d'au moins 40 % entre 1990 et 2020 et de 90 % d'ici 2050. Ces objectifs sont conformes aux recommandations du GIEC.

2. Chaque pays doit atteindre ces objectifs sur son propre territoire. Cela implique l'abandon de certains mécanismes de flexibilité, notamment les projets visant à inclure dans le marché des crédits la lutte contre la déforestation et le captage du carbone. Dans tous les cas, l'acceptation de ce mécanisme n'est concevable que dans le cadre d'un encadrement strict, avec l'instauration de droits payants, la fixation d'un prix plancher pour la tonne de carbone, sa restriction au cadre géographique de régulation par les États ou groupements d'États et l'interdiction des marchés dérivés.

3. Un véritable accord international et l'engagement des pays du Sud ne seront possibles qu'avec la reconnaissance de la dette écologique des pays du Nord et la mise en place d'un système de financement public pour la lutte contre le changement climatique. Les fonds, gérés dans le cadre de l'ONU, doivent permettre la mise en œuvre et le suivi de programmes de recréation de systèmes locaux de production, socialement justes et adaptés aux contraintes écologiques des milieux.

Maintenant que faire ?

En France et en Europe

Plus de la moitié des objectifs qui auraient pu (et dû) être fixés à Copenhague relèvent des compétences des collectivités territoriales. En matière d'urbanisme, de transports, d'aménagement du territoire... les collectivités sont des acteurs-clés. L'absence d'un accord mondial contraignant rend encore plus nécessaire des politiques locales ambitieuses. Sinon ce sera en quelque sorte la double peine pour le climat. De son côté l'Europe doit continuer à agir plus vite et plus fort même sans accord satisfaisant à Copenhague. Plus des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre européennes ne sont pas concernées par la mondialisation (transports routiers, chauffage, production d'électricité...). L'Europe peut donc agir sans craindre la « concurrence internationale » sur l'essentiel de ses émissions.

D'autres « vraies solutions » ?

Heureusement, les citoyens ont des initiatives et de l'imagination à revendre. *Les vraies solutions*

ne sont pas dans l'agenda des négociations officielles », assène Naomi Klein, journaliste et altermondialiste canadienne, sur la scène du sommet alternatif à Copenhague.

- Manger moins de viande: « *L'industrie du bétail est responsable d'au moins 50 % du réchauffement climatique. 80 % des enfants souffrant de la faim vivent dans des pays qui exportent des aliments pour nourrir les animaux d'élevage des pays développés* »
- Agriculture paysanne, droit à la terre et semences locales: « *Une conversion massive de la monoculture industrielle à l'agriculture paysanne durable et le développement des marchés locaux permettraient une réduction massive de tous les gaz à effet de serre* », assure Josie Riffaud de la Via Campesina, qui regroupe des mouvements paysans du monde entier. Pour Henry Saragih, coordinateur général de ce syndicat paysan, « *l'agriculture soutenable c'est aussi l'utilisation des semences locales* ». Ces dernières connaissent une appropriation sans borne par les firmes semencières.
- Confier la préservation des forêts aux peuples autochtones: quand les peuples indigènes et les communautés locales acquièrent des droits, ils défendent avec succès leur territoire contre l'exploitation commerciale, ainsi que le montre une étude d'une ONG brésilienne. Dans l'Amazonie brésilienne par exemple, seulement 1 % des territoires indigènes sont touchés par la déforestation contre 2 % en moyenne dans les aires protégées, et 19 % en dehors des zones protégées.
- Des coopératives de recyclage: le secteur de l'économie informel bouge aussi. « *Les gens s'organisent au niveau mondial contre le changement climatique et la pauvreté en montant des coopératives de recyclage* », témoigne Neil Tangry, membre d'un mouvement mondial pour la récupération. « *La récupération, la collecte et le recyclage fournissent de l'emploi à des millions de personnes dans le monde. Même dans les pays développés, recycler fournit dix fois plus de jobs par tonne de déchets que les incinérateurs et l'enfouissement des déchets.*
- ...Et des villes moins dépendantes du pétrole: « *Certaines villes ont pris les devants, on les appelle les villes en transition* », indiquent des représentants du mouvement des « villes en transition. » Initié en Grande-Bretagne, ce réseau vise à rendre les villes et leurs habitants moins dépendants des énergies fossiles. « *Ce sont les habitants qui définissent les solutions qu'ils souhaitent mettre en place. "Le plan de descente énergétique" passe par la multiplication des liens entre acteurs locaux, s'appuyant sur une relocalisation de toutes les activités qui peuvent l'être* », témoigne Ben. La mise en place de monnaie locale permet par exemple de faire ses achats chez les commerçants partenaires du projet.

Entre le tout et le rien, il y a le un peu et le beaucoup. La 15e Conférence des parties avait toutes les cartes en main pour piocher dans cet éventail □ : elle ne l'a pas fait. Le sommet de Copenhague s'est achevé dans le chaos en l'absence de nombreuses délégations, reparties la veille. Le résultat final dépasse même les perspectives les plus sombres: pas de traité contraignant, pas même d'accord politique engageant.

Un texte qui ne mentionne pas d'objectif de réduction des émissions à court, moyen et long terme, un texte dont le principal motif est de refuser tout traité international contraignant pour les pays riches.

Un texte qui met à nu la logique des intérêts privés.